Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !



n°218
3 novembre 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Budgets 2026 : la guerre sociale s'amplifie

Fin septembre, le gouvernement flamand présentait son budget 2026, avec 1,5 milliards d'euros pris sur le financement des emplois publics et des petites associations et par des hausses de taxes pesant sur les classes populaires. Par contre, il poursuit les cadeaux aux actionnaires. Il vient d'octroyer 70 millions à neuf entreprises dont TotalEnergies, sous couvert de *« subsides pour la transition énergétique »* !

Côté Région wallonne et Fédération Wallonie-Bruxelles, ce sont aussi de nouvelles mesures d'austérité dans tous les domaines utiles à la population, notamment la petite enfance. Ce sont deux heures de travail supplémentaires pour les professeurs du secondaire supérieur sans hausse de salaire, l'augmentation des prix des stages sportifs et des cours d'académie de musique, le gel de l'indexation des subventions culturelles… Les emplois d'éducateurs, de puéricultrices, d'enseignants subsidiés par le système APE (Aide à la Promotion de l'Emploi) sont fortement touchés avec 2.500 emplois menacés d'être supprimés. L'austérité s'aggrave. Pour 2026 ces coupes budgétaires atteignent 530 millions d'euros. En 2025, elles étaient déjà de 378 millions !

Le gouvernement fédéral voudrait imposer 10 milliards d'économies sur le dos des classes populaires. Pour le moment, il y a un désaccord entre N-VA et MR entre augmenter les impôts ou diminuer les dépenses… et, réalité ou pas, la coalition menace d'exploser. Bien sûr pour ces ministres, il n'est pas question de remettre en cause les plus de 52 milliards annuels de cadeaux au patronat, ni d'obliger les ultra-riches à payer les impôts auxquels ils sont théoriquement soumis !



Le problème de tous les partis dans les gouvernements, c'est que de telles mesures d'austérité vont mécontenter la majorité des électeurs et se payer aux prochaines élections. Alors chaque parti cherche à minimiser ses responsabilités... ce qui rend difficile les négociations des budgets.

Cela n'est pas propre à la Belgique ou au système des coalitions. La France bute sur le même problème et c'est la valse des gouvernements depuis plus d'un an.

Partout, la crise s'aggravant, les capitalistes cherchent à assurer leurs profits en s'attaquant aux salaires et en exigeant davantage d'argent public. Ils licencient d'un côté et de l'autre chargent les gouvernements d'imposer plus d'austérité aux travailleurs.

Et puis il y a les budgets militaires qui explosent, car les capitalistes en concurrence des différents continents envisagent froidement une fois de plus de se faire la guerre.

Ce que craignent aussi les gouvernements, c'est que ces mesures d'austérité déclenchent une riposte massive des travailleurs, comme en 1936 en France ou 60-61 en Belgique.

Ainsi la colère s'est vue lors de la manifestation importante du 14 octobre. Ce qui fait que les directions syndicales ont annoncé trois jours de grève les 24, 25 et 26 novembre, d'abord le 24 les transports publics, le 25 les services publics et seulement le 26 une grève interprofessionnelle. Est-ce le moyen de mobiliser ? Ou de diviser secteur par secteur comme la plupart du temps ? Les prochaines semaines le diront.

Mais en dénonçant principalement les mesures des gouvernements, en ne dénonçant pas directement le patronat et le capitalisme, les directions syndicales lient les mains dans le dos des travailleurs dans l'affrontement avec la bourgeoisie. Et une partie d'entre eux veulent limiter la mobilisation à un retour du Parti Socialiste au gouvernement lors des prochaines

élections. En tentant de faire oublier qu'au gouvernement le PS a lui-même appliqué des mesures d'austérité. Bert Engelaar (secrétaire général de la FGTB) soutient Vooruit (ex-socialiste flamand) au gouvernement. Alors que Vooruit, comme les autres partis, accepte de faire partie d'une coalition qui veut faire payer la crise aux travailleurs.

La seule réponse à l'offensive capitaliste, c'est une riposte forte des travailleurs du public et du privé, des chômeurs et des retraités. Pour éviter l'appauvrissement, le chômage, et le recul des conditions de vies et de travail, il n'y a pas d'autre choix que d'engager une lutte pour prendre sur les profits, pour augmenter les salaires et les pensions, pour partager le travail entre tous et supprimer le chômage.

Quant à mettre fin aux guerres, il faudra pour cela que les travailleurs prennent le pouvoir eux-mêmes, à la place de la bourgeoisie. Utopique ? Ce qui est utopique, c'est de croire aux plans de paix des gouvernements impérialistes que ce soit pour l'Ukraine, le Congo ou le Moyen-Orient. Ou qu'on pourra échapper aux guerres que préparent les USA et dans lesquelles ils entraîneront toute la planète, comme contre le Vénézuéla peut-être demain et surtout la Chine après-demain.

Grèves fin novembre

Les syndicats appellent à trois journées de grève fin novembre.

Le 24 novembre, dans les transports en commun, le 25 dans la fonction publique. Le 26 en interprofessionnelle.

Quelles perspectives pour les grèves ?

« Faire tomber le gouvernement Arizona », comme le proposent certains dirigeants de la FGTB ?

Mais changer de gouvernement ne permettra pas de se défendre contre la politique d'austérité. En France, les gouvernements tombent et se succèdent, mais ne renoncent pas à la saignée des budgets sociaux. En Angleterre, c'est le gouvernement de gauche, dirigé par Keir Starmer qui impose des mesures d'austérité…

Et en Belgique, on peut déjà savoir que la situation n'est pas différente : si le PS était au gouvernement, il appliquerait aussi une politique d'austérité, comme l'avait fait Di Rupo en 2014 en excluant des dizaines de milliers de travailleurs des allocations de chômage !

Ce sont les capitalistes qui décident de cette politique, au-dessus des gouvernements.

La stratégie des dirigeants syndicaux ne permet pas de se défendre !

Le secrétaire général de la FGTB wallonne, Jean-François Tamellini, l'admet dans la presse en parlant du gouvernement *« on ne peut rien négocier avec ces gens-là. Ce n'est pas faute d'essayer, mais ils ne veulent rien négocier. »*.

Même son de cloche de la part de Bert Engelaar, président de la FGTB flamande et secrétaire général de la FGTB, qui à propos des grèves déclare *« Si le gouvernement mettait sur la table une proposition plus équilibrée et nous invitait au moins à négocier nous n'aurions pas à recourir à de telles [grèves] »*.

L'appel intersyndical de la FGTB, de la CSC et de la CSGLB ne dit pas autre chose : *« Ces mesures [d'austérité] ne sont pas encore votées, il est encore temps de les ajuster »*.

Les dirigeants syndicaux ne cherchent pas à empêcher les mesures d'austérité, mais uniquement à les transformer en mesures prétendument *« moins pires »*. Mais cela fait 50 ans que ça dure et de *« moins pire »* en *« moins pire »*, on va vers plus de misère !

Prendre sur les profits des capitalistes !

En fait, les mesures d'austérités ne sont pas nécessaires. Il n'y a pas besoin de faire des économies en appauvrissant la population !

Les travailleurs n'ont jamais été si productifs et si nombreux. La richesse produite ne fait qu'augmenter. D'un point de vue économique, cela suffirait largement à compenser toutes les hausses de coûts, comme celui lié au vieillissement de la population ou à l'hébergement des réfugiés. Mais la richesse produite par les travailleurs n'est pas utilisée pour les besoins de la population. Elle est de plus en plus accaparée par la mino-

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales, ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

rité de capitalistes.

Les travailleurs s'appauvrissent car le système est en crise mais les capitalistes veulent augmenter leurs profits. Ils font payer la hausse des profits aux travailleurs en les exploitant toujours plus intensément. C'est pour cela qu'ils licencient, augmentent les prix sans augmenter les salaires, et exigent des gouvernements qu'ils imposent des mesures d'austérité. C'est aussi pour défendre leurs profits qu'ils augmentent les budgets militaires : ils se préparent à transformer la guerre économique pour les marchés et les matières premières en guerre tout court !

Mais ce n'est pas aux travailleurs de payer pour la crise du système ! De l'argent, il y en a !

Pour se défendre des attaques du gouvernement et du patronat, et financer les hausses de salaires, les embauches et les services sociaux utiles à la population, il faut prendre sur les profits des capitalistes !



Dans les entreprises

BASF: Actionnaires sangsues !

La direction du groupe BASF, un géant allemand du secteur de la chimie, aurait l'intention de supprimer 600 emplois dans son usine d'Anvers d'ici 2028.

En Allemagne aussi, l'entreprise supprime des milliers de postes.

BASF est pourtant extrêmement rentable. En 2024, l'entreprise a réalisé près d'1,5 milliards de profit productif net (c'est-à-dire sans compter ses profits financiers). En 2023 et en 2024, elle a distribué plus de 3 milliards d'euros à ses actionnaires sous forme de dividendes annuels.

Mais ces milliards ce sont les travailleurs qui les ont produits ! Et en même temps qu'elle annonce supprimer des emplois sous prétexte de « l'incertitude » de la conjoncture économique, la direction annonce son intention de continuer à distribuer plus de 12 milliards d'euros à ses actionnaires d'ici 2028 sous forme de dividendes et de rachats d'actions. L'hypocrisie est totale : la direction se moque bien de l'avenir des travailleurs, elle ne pense qu'à engraisser les actionnaires !

Les capitalistes sont des parasites qui ne survivent qu'en suçant les produits du travail de ceux qu'ils exploitent ! Il est vital de les exproprier !

Brussels Airlines : nuisibles identifiés

Brussels Airlines a licencié trois hôtesses de l'air pour avoir refusé de participer à un vol vers le Ghana, après que les équipes de nettoyage aient signalé la présence de nuisibles à bord : puces et punaises de lit.

La direction veut montrer que quiconque ne lui obéit pas au doigt et à l'œil risque de perdre son salaire. Elle défend la santé financière des actionnaires… une autre catégorie de nuisibles.

Les syndicats ont demandé l'annulation des licenciements et déposé un préavis de grève.

Celanese licencie

Après avoir fermé, en 2024, l'usine de Malines où travaillaient 200 personnes, Celanese annonce fermer l'usine de Lanaken qui produit des fibres d'acétate.

Le site ne serait plus assez rentable pour ces messieurs les actionnaires qui se sont gavés pendant des années. Leur conclusion : supprimer les 160 emplois et faire payer aux travailleurs la *« rentabilité financière »*. Ce sont pourtant bien les ouvriers de Lanaken qui ont généré, avec leurs collègues des autres pays, tant de milliards accaparés par les actionnaires de l'entreprise.

Selon les dirigeants syndicaux, *« les pistes restent ouvertes, y compris celle d'un repreneur »*. Bien sûr cela peut sauver temporairement une partie des emplois, mais qu'est-ce qui l'empêchera de restructurer l'effectif, de licencier une partie des ouvriers, voire de fermer dans quelques années ?

Le capitalisme est dans une impasse, il faut que les travailleurs se groupent et trouvent la force de le renverser.

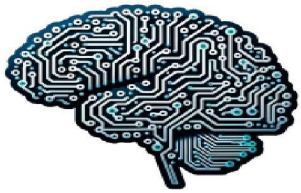
Amazon : IA, nouvelle excuse du capital

Alors que le groupe a réalisé 70 milliards de dollars de bénéfice l'an dernier et que sa valeur boursière atteint 3.000 milliards, dont 215 milliards détenus par le seul Jeff Bezos, Amazon a annoncé vouloir licencier environ 30.000 salariés, sans préciser dans quelle zone géographique.

Une première vague de 14.000 suppressions de postes administratifs a déjà été confirmée, soit environ 4 % des effectifs de ces services. Mais des documents internes consultés par la presse

évoquent des plans de licenciements beaucoup plus larges, qui pourraient également toucher les livreurs. Dès l'annonce, les actionnaires se sont réjouis de l'intensification de l'exploitation et le cours boursier a grimpé de 10%.

Dans sa communication, Amazon affirme que ses investissements dans l'IA expliquent en partie cette décision. Mais l'intelligence artificielle a bon dos. Début 2023 (soit avant la vague actuelle d'IA) Amazon avait déjà licencié 27.000 salariés en deux mois.



Toute la richesse accumulée par Amazon provient de l'exploitation des prolétaires qui fabriquent les articles vendus à travers le monde, puis de celle des livreurs et des travailleurs des entrepôts. Les salaires de ces derniers sont si bas que dans plusieurs États américains, ces travailleurs doivent avoir recours aux bons alimentaires destinés aux plus pauvres. Et, lorsque cela ne suffit pas, Amazon n'hésite pas à jeter dehors des travailleurs par dizaines de milliers, augmentant ainsi la pression sur ceux qui restent.

Quant à l'intelligence artificielle, elle crée surtout de nombreux emplois de prolétaires appelés data-workers, chargés d'alimenter en données et d'entraîner les IA, payés au lance-pierre pour des semaines de 60 heures. Pour l'IA comme pour les autres technologies, l'enjeu pour le camp des travailleurs sera d'arracher ces moyens de production au contrôle des capitalistes et de les faire fonctionner dans l'intérêt de la majorité.

Echos d'entreprise Colruyt Dassenveld

Tout le monde veut prendre sa place… de "bon patron familial" ?

Les magasins français E. Leclerc commencent à livrer dans certaines communes belges frontalières.

Comme Jef Colruyt, Michel-Edouard Leclerc se présente comme un *"bon patron familial"*, soi-disant soucieux de ses salariés et de l'écologie.

Mais derrière la com', ce sont chaque fois des dynasties d'exploiteurs milliardaires qui se font concurrence au détriment des salariés dont les patrons exigent des sacrifices sur les salaires, des augmentations de charge de travail… quand ils ne les mettent pas carrément au chômage !

Le prix le plus bas (sauf dans ton quartier)

Une enquête de la RTBF montre que d'un magasin Colruyt à l'autre, le même caddie peut coûter 14% plus cher. Ce n'est pas spécifique à Colruyt : peu importe où on fait nos courses, les grandes chaînes font varier les prix selon le quartier, la concurrence et le pouvoir d'achat local pour tirer… un maximum de profits.

Les prix n'arrêtent pas d'augmenter, on est de plus en plus nombreux à galérer pour manger correctement… pendant que les patrons travaillent à maximiser les prix selon les magasins pour maximiser les profits. Ce système ne tourne pas rond.

Le prix le plus bas ? Oui pour les actionnaires

Les capitalistes décident de ce qu'on produit, de comment on le produit, des salaires, des prix des produits.

Colruyt parle du prix le plus bas ? Le seul prix qui baisse, c'est celui… de notre travail. Pendant que les prix augmentent, les salaires stagnent et notre pouvoir d'achat recule.

Samedi = week-end

Le samedi, c'est fait pour se reposer, passer du temps en famille, avec ses amis, respirer un peu.

Mais pour la direction, c'est juste une journée de plus à exploiter. Les soirées, les nuits, les aurores, les samedis, les dimanches… tout y passe.

Si la direction tient vraiment à *"préserver la fraîcheur"* des produits, nous on tient à préserver la nôtre, alors qu'elle commence par renforcer l'équipe du week-end, au lieu d'exténuer celles de la semaine le samedi voire même le dimanche.



♫ We don't need no thought control ♫

Pendant les heures de travail, Colruyt ne nous autorise rien : ni de répondre au téléphone, ni de discuter avec un collègue. Même pour prendre une pause quand le corps fait trop mal, il faut demander l'autorisation au chef et badger !

Mais Colruyt ne nous empêchera pas de penser à renverser la table et, en tout cas pour le moment, d'en discuter entre nous.

Et toi, tu portes combien de mammouths ?

Sachant qu'une caisse à bananes pèse 18kg. Qu'il peut y avoir 5, 7 jusqu'à 30 caisses de bananes par bordereau. Qu'en une journée, on prépare au moins une dizaine de bordereaux. Cela fait déjà plusieurs tonnes par jour ! Bref, ce sont des morceaux de mammouths qu'on déplace toute la journée.

Décidément, Colruyt, c'est vraiment des conditions de travail dignes de la préhistoire !

Leur société

Destruction d'emplois APE

Le gouvernement wallon, qui veut imposer 270 millions de coupes budgétaires en 2026, s'attaque particulièrement au régime APE (Aides à la Promotion de l'Emploi). Ce système permet de subsidier des emplois dans les crèches, écoles, centre sportifs ou culturels, l'accueil de jour, etc.

Le gouvernement wallon veut notamment diminuer d'un quart le financement pour les structures qui dépendent de la Région ou de la Fédération Wallonie-Bruxelles. De nombreux emplois et services sont menacés.

Au total, sur les 65.000 emplois partiellement financés par ce système, 2.500 emplois risquent de disparaître. Autant d'emplois qui rendent pourtant des services essentiels à la population. Dans une commune comme Walcourt, cela représente 70 emplois, qui fonctionnent déjà à flux tendu. A Momignies, ce sont 25 employés et 42 ouvriers qui sont concernés. Dans certaines petites structures touchées 8 emplois sur 10 sont parfois des emplois APE…

Vooruit : un parti comme les autres

Les ministres fédéraux n'arrivent pas à s'entendre sur le budget. Le gouvernement a reçu comme mandat des capitalistes d'imposer dix milliards d'euros de coupes, tout en continuant à arroser les grandes entreprises et à augmenter les dépenses militaires. Ces coupes frapperaient directement les services utiles à la population, les allocations et les salaires, d'où les tensions entre partis, chacun craignant de perdre des électeurs.

Vooruit, l'ex-parti socialiste flamand, a déjà avalé plusieurs couleuvres qu'il risque de payer électoralement pour entrer au gouvernement : baisse des pensions, exclusion de centaines de milliers de chômeurs, compression du budget des soins de santé, détricotage du droit du travail, etc. Et son ministre, Frank Vandenbroucke, prévoit d'augmenter le prix des médicaments et de réaliser 1,8 milliard d'euros d'austérité supplémentaires en forçant les malades de longue durée à reprendre un emploi sous peine de perdre leur allocation, alors que le chômage et l'exploitation s'aggravent.

Pour sauver la face auprès de leurs électeurs et des syndicats, les ministres Vooruit agitent l'idée d'une taxe sur les millionnaires – sans y croire vraiment. Fin octobre, ils s'opposaient encore, en paroles, à la proposition de Bart De Wever d'un saut d'index et d'une hausse de la TVA, mesures qui gèleraient les salaires et augmenteraient les prix.



Les dirigeants de Vooruit, malgré leurs promesses de campagne et leurs gesticulations acceptent de mettre en œuvre le programme de la bourgeoisie contre la population.

Alost, privatisation de services communaux

Comme à Dendermonde en juin dernier, le collège communal de la ville d'Alost a décidé de se débarrasser de toute une série de services publics actuellement gérés par la ville, invoquant les difficultés financières que partagent la majorité des communes.

Le plan prévoit notamment la privatisation des crèches et garderies communales, des maisons de repos et de soin, ou encore du service responsable des aides à domicile ou des services de nettoyage dans le cadre du soutien au logement autonome pour personnes en difficultés. Environ 626 salariés seraient touchés par ce plan.

Pour le personnel concerné, la privatisation de ces services signifie soit le passage à un employeur privé, donc à des conditions de travail plus difficiles pour un salaire plus faible, soit plus d'emploi du tout. Et ce n'est pas tout, pour tous les autres habitants de la ville, cela signifie une dégradation de la qualité de ces services, et des augmentations de prix, alors que de nombreuses fa-

milles sont déjà dans le rouge bien avant la fin du mois.

Les syndicats ont prévu une mobilisation le 6 novembre pour protester contre cette décision.

En Wallonie, en Flandres, à Bruxelles : partout, de nombreuses communes se retrouvent dans le rouge. C'est le résultat de la politique appliquée par les gouvernements au service du patronat : sauvetage des banques en 2008, des millions de subsides pour les grands groupes capitalistes. Et dans les communes, les partis au pouvoir n'envisagent comme solution que l'austérité pour la population et pas d'aller prendre l'argent dans la poche des grandes fortunes.



Négociations à Bruxelles : austérité aujourd'hui et demain

Fin octobre, David Leisterh (MR), chargé de la formation d'un gouvernement à Bruxelles a démissionné. Après bientôt deux ans de tractations, la tentative actuelle de coalition de six partis – MR, Les Engagés, PS, Groen, OpenVld, Vooruit semble incapable de se mettre d'accord sur un budget.

Pas que ces divers partis aient des programmes bien différents : ils sont tous pour réduire le déficit de Bruxelles, dû à de multiples cadeaux au patronat. Ils se sont mis d'accord pour réduire le déficit d'un milliard d'ici 2029, notamment en imposant 750 millions de coupes directes dans les dépenses publiques, sur le dos de la population. Le dernier projet de budget évoquait ainsi 10,3 millions de coupes à Schaerbeek, 8,9 millions à Molenbeek, etc. Ils reconnaissent être d'accord sur *« 85% des efforts à faire »*.

Mais sans accord sur les 15% qui restent, le gouvernement précédent continue *« en affaires courantes »*. Cela implique que les dépenses ne sont décidées que de mois en mois. Et que de nombreux subsides, notamment ceux essentiels pour le secteur associatif, arrivent au compte-goutte, voire pas du tout.

Résultat : de nombreuses asbl ont déjà dû licencier et certaines réfléchissent concrètement à liquider leur association. Le secteur représente pourtant plus de 100.000 emplois à Bruxelles, et sert souvent de filet de dernier recours pour les nombreux bénéficiaires qui en dépendent. Les associations touchées sont, par exemple, Les Petits Riens, connus à Bruxelles pour leurs magasins de vêtements de seconde main à petits prix, l'ASBL Dune, active dans la réduction des risques liés aux usages de drogues dans les quartiers précaires ou encore l'Îlot, active dans l'accueil des sans-abris.

L'absence de gouvernement aurait mené à 250 millions d'économies au cours des six premiers mois de l'année. Mais pendant ce temps, les dépenses en frais de consultance n'ont pas cessé : le PTB estime que plus de 470 millions ont été dépensés en frais de consultance sur la législature passée, dont 190 millions rien que pour la STIB… à qui le gouvernement en affaires courantes veut pourtant faire économiser 65 millions.

Clarinval veut semer la division

Dans une interview sur Bel RTL, le ministre de l'emploi David Clarinval (MR) a déclaré: " *Plus d'un chômeur sur deux qui va être exclu du chômage, au cours de l'année prochaine ou de l'année suivante, sont d'origine étrangère donc moins de la moitié sont Belges (...).*" Et alors ? Le chômage n'est pas moins grave quand il touche des non belges !

Mais en plus Clarinval confond volontairement deux catégories créées par la bureaucratie de l'État : celle de travailleur « d'origine étrangère », et celle de travailleur *« de nationalité belge »*. Ainsi le roi Philippe lui-même, belge bien sûr, est considéré comme *« d'origine étrangère »* car sa mère est Italienne !

L'ONEM a rectifié le mensonge de Clarinval : 80 % des exclus du chômage sont ou seront de nationalité belge. Donc bien loin des fantasmes d'extrême droite propagés par Clarinval !

Les travailleurs n'ont pas de patrie !

Mensonge délibéré ou pas, la déclaration de Clarinval a un but clair : diviser les travailleurs pour tenter d'imposer plus facilement l'exclusion de 180.000 chômeurs du droit aux allocations !

Mais l'origine ou la nationalité ne change rien au fait que nous sommes tous des travailleurs, avec ou sans travail. Les seuls qui ont intérêt à faire la différence sont les capitalistes qui nous mettent concurrence, pour les salaires, les emplois et même, comme c'est le cas ici, pour les allocations !

Face à l'exploitation, aux bas salaires et aux licenciements, les travailleurs ont intérêt à s'unir par delà toutes leurs différences !

C'est un écran de fumée

Cette polémique est aussi un écran de fumée. Plutôt que de discuter de la nationalité des exclus du chômage, il faut rappeler la violence des licenciements et de l'exclusion du chômage.

Plus de 180.000 chômeurs vont être exclus des allocations à partir de janvier 2026. Une grande partie d'entre eux se retrouveront sans revenu car ils n'auront même pas accès au CPAS, par exemple s'ils sont cohabitants de quelqu'un ayant un revenu. Cette mesure va conduire à l'exploitation forcenée de ceux qui ont encore un travail, aux violences urbaines, à la prostitution, au commerce de drogue, aux crimes ou au suicide.

Le chômage est inscrit dans le fonctionnement du capitalisme. A qui la faute du chômage sinon à ceux qui licencient ou qui suppriment des emplois ?

Ensuite, après avoir licencié par milliers, les patrons utilisent les chômeurs pour faire pression à la baisse sur les salaires ! Et plus la pauvreté de ceux qui n'ont pas d'emploi est grave, mieux elle sert les intérêts des capitalistes en contraignant les chômeurs à accepter des salaires au rabais et des conditions de travail inhumaines.

Et ils croient peut-être que l'on va accepter cela sans se révolter ?

Ecoutez l'expert Di Rupo

Donneur de leçon, l'ex-premier ministre Di Rupo s'est exprimé dans le journal Le Soir à propos de la crise bruxelloise et du gouvernement fédéral. Pour dire qu'il faut arrêter les mesures d'austérité ? Mais non ! Pour dire que son gouvernement de 2011 à 2014 a mieux réussi à faire des économies que le gouvernement actuel. Et c'est vrai que le gouvernement Di Rupo de 2011 à 2014 avait réalisé des milliards de coupes dans les budgets, peut-être même autant ou plus que le gouvernement actuel, selon Paul Magnette. A l'époque, Di Rupo s'en était même vanté au forum économique à Davos.

Son gouvernement a introduit la diminution plus rapide des montants des allocations de chômage. Les allocations de dizaines de milliers de personnes ont été amputées de centaines d'euros, notamment les femmes à temps partiel ou cohabitantes. Son cœur saignait, a-t-il prétendu… une fois que les mesures étaient passées et entrées en application.

Le gouvernement Di Rupo a également accéléré la division du pays. A l'époque, un tiers du budget fédéral a été transféré aux Régions et Communautés : des allocations familiales jusqu'au code de la route, en passant par les *« politiques d'emploi »,* dont le contrôle des chômeurs. Bien de budgets sociaux ont ainsi été gelés pour longtemps.

Quant à son prétendu combat contre la fraude, il a été tellement inefficace contre les riches fraudeurs qu'on parle toujours aujourd'hui d'environ 30 milliards d'euros qui échappent aux caisses de l'État, et que le nombre de milliardaires est passé de 1 à 17 ! Par contre, les contrôles contre les travailleurs et les chômeurs, il y en a eu. Beaucoup. Et bien sûr, la fameuse *« taxe des grandes fortunes »* que le PS sort à chaque campagne électorale, n'a jamais été réalisée.

On ne peut être plus clair que Di Rupo lui-même pour dire qu'un gouvernement avec le PS fera la même chose qu'un gouvernement sans lui.

Pour les travailleurs, le seul moyen de se défendre contre les mesures d'austérité c'est de construire un rapport de force pour prendre l'argent là où il est : chez les riches ! Mais pour cela, il ne faut pas compter sur le PS, fier de compter des *« hommes d'État »* responsables devant la grande bourgeoisie dont ils gèrent les affaires depuis plus d'un siècle.

Accord entre brigands

Alors que le régime marocain vient de réprimer violemment les révoltes des jeunes de la GenZ et arrête des centaines de manifestants, le ministre des Affaires étrangères, Maxime Prévot (Les Engagés), vient de signer un accord avec le Maroc.

Cet accord prévoit que la Belgique pourra plus facilement expulser certains prisonniers marocains de la Belgique vers le Maroc, et, en échange, la Belgique reconnaît la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental. Cette région est occupée brutalement par le Maroc depuis la *« Marche verte »* de 1975. Les peuples sahraouis continuent de se battre pour leur indépendance malgré les expulsions et la répression de l'État marocain qui emploie régulièrement la torture.

La Belgique et les autres États occidentaux qui ont reconnu à l'ONU le droit du Maroc à écraser la population sahraouie se fichent bien des droits des peuples. Ce qui les intéresse, ce sont les richesses de la région, phosphate, pétrole, gaz, eaux poissonneuses, dont les capitalistes occidentaux veulent augmenter l'exploitation.



Élections aux Pays-Bas

Les élections législatives du 29 novembre ont donné, de peu, la première place au parti libéral D66. Le PVV de Geert Wilders recule, mais l'extrême droite progresse dans son ensemble, et atteint 30 % des voix.

Surtout, les préjugés développés contre les migrants contaminent désormais tous les partis, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Un gouvernement tombé sur sa propre démagogie

Ces élections ont été convoquées après la chute du gouvernement de Dick Schoof, réunissant le PVV, le parti agrarien BBB, les libéraux du VVD et les centristes du NSC.

Ce gouvernement, formé après près d'un an de négociations, avait annoncé mener la politique d'asile la plus dure d'Europe. Le droit d'asile a été limité dans le temps, le regroupement familial interdit pour les enfants majeurs, et des réfugiés syriens ont été renvoyés vers un pays toujours en guerre.

Après à peine un an, la coalition a explosé : Geert Wilders, voyant sa popularité s'effriter, a lancé un ultimatum à ses partenaires, exigeant le vote de dix mesures encore plus extrêmes sous peine de retrait de son parti. Faute d'accord, le gouvernement est tombé.

Entre-temps, le gouvernement Schoof a appliqué, comme partout en Europe, une politique d'austérité, en particulier dans l'enseignement.

Les travailleurs immigrés : boucs émissaires de la crise

Même si le PVV pourrait rester en dehors du prochain gouvernement, ses préjugés anti-immigrés sont repris par une bonne partie des discours politiques. Le D66 propose de créer des camps de migrants hors de l'Union européenne pour traiter les demandes d'asile. GroenLinks (centre-gauche) et le SP (gauche) parlent désormais de quotas d'immigration, fustigeant *"ceux qui n'ont rien à faire aux Pays-Bas"*.

Les migrants sont accusés de tous les maux : du manque de logements, des salaires trop bas, de la pression sur les soins de santé. C'est un mensonge car dans ce pays parmi les plus riches du monde, ces problèmes viennent d'ailleurs : des années de privatisations, d'austérité et de la rapacité des capitalistes.

Les gouvernements, de gauche comme de droite, ont privatisé la santé et les pensions au profit des assureurs et fonds de pension. Résultat, les pensions ont été gelées pendant près de dix ans, entraînant une perte de pouvoir d'achat d'environ 20 % pour de nombreux retraités. Quant au système de santé, fondé sur des assurances privées obligatoires, il pèse de plus en plus lourd sur le budget des ménages.

Le droit du travail a été détricoté : des millions de personnes travaillent désormais comme faux indépendants (ZZP'ers), en contrats zéro heure ou à temps partiel imposé. Le manque de constructions et la baisse des investissements publics ont créé une pénurie de logements, faisant exploser les loyers. Et depuis cinq ans, l'inflation a rongé les salaires réels.

Dans le même temps, les grands groupes capitalistes comme Philips, Unilever, ING, Rabobank, ASML engrangent chaque année des profits records, et les inégalités de richesse se creusent.

La classe ouvrière néerlandaise est nombreuse et concentrée. Dans les ports, la logistique, la chimie, l'électronique, l'agriculture et l'énergie, des millions de travailleurs venus du monde entier font tourner la société. Les récentes grèves chez KLM et sur le rail montrent que la classe ouvrière ne se laissera pas faire.



USA / Chine : trêve passagère

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine s'est accrue ces dernières années, avec d'importantes hausses de droits de douane. Les USA ont imposé des restrictions à l'achat de puces électroniques Nvidia. La Chine avait drastiquement diminué ses commandes agricoles à l'Amérique dont le soja, alors que son marché absorbait à lui seul plus de la moitié de l'exportation américaine. La Chine a aussi restreint fortement l'exportation des terres rares, matériaux cruciaux pour l'industrie.

Ces mesures ont été prises par les États américains et chinois pour imposer chacun les intérêts de sa bourgeoisie nationale dans le rapport de force mondial. La

rencontre entre Trump (USA) et Xi Jinping (Chine), officialise une série d'accords qui font marche arrière sur ces mesures et marquent une pause dans la guerre commerciale entre ces deux puissances.

Mais cette « paix » relative ne peut être que passagère, car la concurrence entre les bourgeoisies américaines et chinoises n'a en rien disparu.

Iran, l'hypocrisie au pouvoir

Une vidéo du mariage de la fille d'Ali Shamkhani, haut conseiller du Guide Suprême, a fuité. Mariage somptueux avec des hommes et des femmes, dont la mariée, sans voile, cheveux et épaules dénudées, portant des décolletés… comme chez les très riches en Occident !

Le régime iranien, musulman dictatorial, impose aux femmes de se couvrir dans la rue. En 2022, la jeune étudiante kurde Mahsa Amini avait été arrêtée par la police des mœurs pour une mèche de cheveux qui dépassait.

Sa mort dans les locaux de la police avait déclenché le large mouvement de contestation « Femme, vie, liberté », violemment réprimé par le régime, faisant des centaines de morts et d'exécutions, et des milliers d'arrestations.

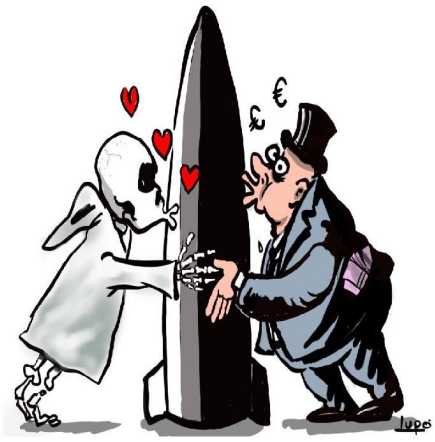
« Leur mariée est dans un palace, les nôtres sont enterrées sous terre », a commenté la militante iranienne des droits des femmes, Ellie Omidvari.

Oui, pour les familles populaires c'est la misère, les règles religieuses moyen-âgeuses, la violence de la police des mœurs. Pour les dirigeants qui se disent religieux, ce sont les palais, le luxe et la liberté. La religion ne leur sert qu'à tenter de faire taire la population.

Panier de crabes des alliances capitalistes

Avec l'instabilité croissante de la situation internationale, le jeu des alliances entre États bat son plein en dehors de toute considération pour les besoins des populations. Un des derniers épisodes en date est celui de la signature d'un contrat de vente de 20 avions de combat *« Eurofighter »* par le Royaume-Uni et la Turquie.

Ce juteux contrat, d'un montant de plusieurs milliards, n'est pas seulement un nouvel exemple de la montée du militarisme qui profite tant aux marchands de canons. Il révèle également le cynique imbroglio de la diplomatie capitaliste.



Qu'Ankara se tourne vers des avions de combat Eurofighter au lieu des F-35 américains, comme l'a fait par exemple la Belgique, mérite déjà d'être souligné. Car si la Turquie est un allié militaire des États-Unis au sein de l'Otan, le gouvernement d'Erdogan cherche depuis des années a gagner des marges de manœuvres diplomatiques en jouant la concurrence entre grandes puissances.

Ainsi, il y a un an, la participation d'Erdogan au sommet des BRICS à Kazan (dont Brésil, Russie, Inde, Chine…) choquait les éditorialistes occidentaux. Le dictateur turc n'en était pourtant pas à son coup d'essai, comme en 2017 lorsqu'il achetait à la Russie son système de défense antiaérienne S-400, au nez et à la barbe de son allié américain. Suite à cet affront, les dirigeants de Washington ont puni ceux d'Ankara en excluant l'État turc de certains de leurs programmes d'armement, et notamment celui pouvant donner l'accès aux F-35.

Ces pieds de nez et représailles en cascade ont ouvert une opportunité pour les pays producteurs d'avions de combat Eurofighter concurrents des F-35 américains. Ainsi le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, bien qu'alliés de la Turquie et des USA, ont trouvé l'occasion de déboucher le champagne au sujet du froid qui régnait entre les armées américaine et turque, les deux armées de l'OTAN avec le plus de soldats… Une véritable amitié entre scorpions…

D'ailleurs, la vente des Eurofighter à la Turquie par le Royaume-Uni était loin d'être garantie. L'Allemagne, au titre de pays coproducteur des Eurofighter, dispose d'un droit de véto sur ce genre de contrat. Initialement, Berlin s'opposait à la vente en raison du soutien d'Ankara au Hamas dans la guerre menée par Israël aux Palestiniens. Néanmoins, en juillet, l'État allemand a levé son désaccord en retournant sa politique à 180 degré: dorénavant Berlin souhaite que la Turquie participe même au programme européen d'armement SAFE, et cela malgré les résistances des dirigeants grecs.

Rappelons que la Turquie et la Grèce, États voisins, entretiennent depuis longtemps des conflits politiques, économiques et territoriaux. Dans ce jeu de force entre Ankara et Athènes, l'un et l'autre utilisent le fait que, depuis 2016, la Turquie fait office de garde frontière grassement payé par l'Union européenne. Les migrants refoulé

d'Europe et parqués dans des camps sont régulièrement utilisés comme moyens de pression - en dépit de toute considération pour leurs vies.

Le récent retournement de l'État allemand montre le cynisme avec lequel les dirigeants capitalistes reprennent et accordent leur *« amitié »*. Ni la brutalité de la répression qu'impose Erdogan à toute opposition dans son pays, ni la guerre qu'il mène depuis des années au peuple kurde n'empêche les dirigeants occidentaux, prétendument démocratiques, de chercher à ré-attirer l'État d'Erdogan dans le giron occidental. Il est vrai que malgré leurs grands discours sur les *"valeurs européennes"* les responsables politiques des pays impérialistes sont loin d'avoir les mains plus propres que celles d'Erdogan... au contraire, ils ont mené bien plus de guerres coloniales meurtrières !

Soudan : l'horreur de l'impérialisme

Au Soudan, le groupe armé des Forces de Soutien Rapide (FSR) a repris la ville d'El Fasher, dans la région du Darfour, après un siège de 18 mois. Il s'y livre à des massacres.

Selon l'OMS, 450 occupants du dernier hôpital de la ville ont été froidement assassinés. Des images satellites montrent déjà de nombreux charniers dans la ville.



Des habitants de villages pris par les FSR racontent que les hommes et les femmes sont séparés : les hommes de plus de dix ans sont exécutés, tandis que les femmes sont systématiquement violées. Lorsque les FSR avaient pris la ville de Geneina fin 2023, ils avaient assassiné 15.000 habitants.

Le conflit entre l'armée officielle et les FSR, qui a repris en 2023, a déjà fait 400.000 morts. Environ 12 millions de Soudanais ont dû fuir leur foyer en raison des massacres commis par les deux camps, mais aussi de la famine, qui touche aujourd'hui 20 millions de personnes, près de la moitié de la population.

Derrière les bandes armées, l'impérialisme

La guerre et la dictature marquent presque sans interruption l'histoire du Soudan depuis son indépendance en 1956.

Avant cela, les colonisateurs britanniques ont exploité le pays et instrumentalisé les divisions religieuses pour asseoir leur domination, en s'appuyant sur les habitants du nord du Soudan, majoritairement musulmans, contre ceux du sud, souvent non musulmans.

Aujourd'hui, les deux camps sont soutenus et armés par des puissances régionales. Les Émirats arabes unis appuient les FSR, tandis que l'Égypte, la Turquie, la Russie et l'Iran soutiennent l'armée soudanaise, en échange notamment de l'or du pays.

Mais derrière ces puissances régionales se profilent les intérêts des grandes puissances impérialistes, qui laissent les seconds couteaux agir à leur place au Soudan.

Par exemple, les multinationales Total et BNP Paribas ont longtemps continué à financer le dictateur soudanais Omar el-Béchir pour mieux exploiter le pétrole et les autres ressources du pays.

La population soudanaise s'est déjà soulevée à plusieurs reprises contre la dictature et la misère. Entre 2019 et 2022, de nombreux jeunes hommes et femmes s'étaient révoltés et organisés contre le dictateur el-Béchir, le contraignant à démissionner.

Pour en finir durablement avec la misère et les guerres, il faudra se débarrasser non seulement des dictateurs, mais de tout le système capitaliste qui entraîne toute l'humanité dans la barbarie.

Gaza : le cessez-le-feu ne résout rien

Le cessez-le-feu – déjà brisé par des bombardements israéliens – même s'il offre une amélioration aux Palestiniens de Gaza, n'apportera au mieux qu'une paix précaire aux Palestiniens comme aux Israéliens.

Dans cette région stratégique pour les routes commerciales et riche en ressources, les grandes puissances impérialistes – États-Unis et pays européens en tête – continuent de soutenir le pouvoir israélien et sa domination militaire sur tout le Moyen-Orient.

La lutte commune des peuples de la région – palestiniens, israéliens, libanais, iraniens, syriens, etc. – contre le capitalisme est nécessaire pour mettre fin aux oppressions et aux guerres.

Suivez nous sur les réseaux : Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be